

RAPHAËLLE BRANCHE
présente

EN GUERRE(S) POUR L'ALGÉRIE

TÉMOIGNAGES



Tallandier **arte** ÉDITIONS

En guerre(s)
pour l'Algérie

DE LA MÊME AUTRICE

- La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Gallimard, « La Suite des temps », 2001 ; « Folio histoire », 2016.
- La Guerre d'Algérie. Une histoire apaisée ?*, Paris, Seuil, « L'histoire en débats », 2005.
- (avec Sylvie Thénault) (dir.), *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, « Mémoires Histoire », 2008.
- (coordination de) *La Guerre d'indépendance des Algériens, 1954-1962*, Paris, Perrin, « Tempus », 2009.
- L'Embassade de Palestro*, Paris, Armand Colin, 2010 ; « La Découverte/Poche », 2018.
- (avec Fabrice Virgili) (dir.), *Viols en temps de guerre*, Paris, Payot, 2011.
- Prisonniers du FLN*, Paris, Payot, 2014.
- « *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?* », *Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020.

Raphaëlle Branche

avec la collaboration de Victor Delaporte,
Lydia Hadj-Ahmed et Julie Maeck

En guerre(s) pour l'Algérie

Tallandier/ARTE Éditions

Les entretiens des témoins de la guerre d'Algérie retranscrits dans cet ouvrage ainsi que les images proviennent de l'INA. Ils ont été initialement produits par l'INA et ARTE France dans le cadre d'une collecte patrimoniale et de la réalisation d'une série documentaire, *En guerre(s) pour l'Algérie*, de Raphaëlle Branche et Rafael Lewandowski.

Cartes : © Éditions Tallandier/Légendes Cartographie, 2022

© Éditions Tallandier/ARTE Éditions, 2022
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-5139-3

Introduction

Quinze voix, quinze visages, quinze vies et des mots par milliers par lesquels se déploie une époque révolue. Dans ce temps-là, l'Algérie et la France étaient unies administrativement. Les liens entre habitants des deux rives de la Méditerranée étaient largement configurés par la relation coloniale. En Algérie, on regardait vers le nord en disant « la métropole » ; on l'imaginait différente des départements qui, de Constantine à Oran, prétendaient prolonger l'Hexagone. Elle l'était largement. Pour les métropolitains, l'autre rive, c'était « l'Afrique du Nord », sans plus de détails. Ses habitants étaient des « Nord-Africains » qu'on croisait parfois, surtout quand on habitait une région industrielle, des Bouches-du-Rhône au Pas-de-Calais. On n'imaginait pas leur vie et encore moins d'où ils venaient, eux qui, après la Seconde Guerre mondiale, circulaient librement entre les deux rives et participaient à la reconstruction de la France. « Nord-Africains », cela suffisait à les définir et à les distinguer : ils étaient différents. À leurs côtés vivaient des Français mais on disait plutôt des « Européens ». En métropole, on les appelait aussi « colons », sans bien savoir, et bientôt ce seraient les « pieds-noirs », rapatriés sur une terre qu'ils n'avaient pas tous foulée et où ils étaient largement inconnus de leurs compatriotes.

Soixante ans plus tard, cette réalité semble si lointaine à beaucoup qu'il est souvent nécessaire de préciser les mots et les images employés alors. En effet, les sens ont pu changer, les évidences disparaître. Aux lecteurs et lectrices d'aujourd'hui, il faut expliquer. Expliquer et prendre le temps de raconter ce que c'était de vivre dans l'Algérie française et de vivre la guerre qui s'y est déroulée de 1954 à 1962. Les quinze récits réunis ici sont autant de fenêtres sur ce passé, autant d'ouvertures vers un monde disparu et dont la complexité échappe souvent, masquée par des caricatures, des préjugés ou des visions partiales reçues parfois en héritage et non interrogées.

Ce livre répond à une soif de savoir, en France comme en Algérie. Il est aussi le résultat d'une rencontre entre notre époque et des envies de dire. En 1999, les parlementaires français ont mis fin à un étrange déni : ils ont voté à l'unanimité le remplacement de l'expression « opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord » par « guerre d'Algérie » dans les textes officiels. À cette date, on peut affirmer que l'État a enfin reconnu l'état de guerre en Algérie. Trente-sept ans après le cessez-le-feu et l'indépendance du pays. Trente-sept ans après la fin d'un conflit ayant causé des centaines de milliers de morts et bien plus de victimes encore. Trente-sept ans après. Presque deux générations. Pendant ces années, le déni a produit ses effets en France. Il a euphémisé l'expérience vécue (était-ce vraiment une guerre ?). Il a rendu plus difficiles certaines paroles : celles qui pourraient dire la peur, justifier un engagement dans la violence ou encore admettre une souffrance. Car c'est de cela qu'une guerre est faite : de peurs, de violences, de souffrances et, plus largement, d'engagements et d'intensités, de contraintes et de drames. De tout cela, la société française a pris conscience par à-coups depuis 1954.

En novembre de cette année-là, quand les premiers attentats explosent en Algérie, revendiqués par un Front de libération

nationale (FLN) inconnu de tous, personne ne peut imaginer la guerre qui va suivre. La flambée de violences terroristes, concentrée sur des infrastructures, aurait pu être vite éteinte et étouffée. Le pays s'embrase, au contraire, en moins d'une année. D'abord limité à l'est de l'Algérie, l'incendie prend de l'ampleur. À l'été 1955, les meurtres simultanés de plus de cent vingt personnes dans le Nord-Constantinois par le FLN précipitent une aggravation de la répression. L'appel au contingent au printemps 1956 achève de fournir le combustible à une guerre qui, dès lors, s'est imposée dans l'agenda politique français. Il faut sauver l'Algérie française, la protéger des indépendantistes du FLN qui ont décidé de prendre les armes contre elle.

La France coloniale se défend. En mai 1945 déjà, les premières manifestations indépendantistes avaient fait peur aux autorités et aux Français d'Algérie inquiets du nouveau monde qui pouvait émerger des ruines fumantes de la Seconde Guerre mondiale. Les aspirations à plus d'égalité n'avaient pas été entendues. Une génération plus tôt, en 1919, la fin du premier conflit mondial s'était accompagnée d'une aumône de droits octroyés aux anciens combattants indigènes d'Algérie, pour mieux maintenir la domination française et la situation coloniale. Le principe demeurait en effet inchangé : le pouvoir appartenait à la minorité, historiquement liée aux colonisateurs qui, au ^{xix}^e siècle, avaient transformé ces territoires d'Afrique du Nord en un bien théorique prolongement administratif de la France. En fait comme en droit, c'était une logique discriminatoire qui s'y exerçait. Même renouvelées en partie par l'expérience de la résistance et de la Seconde Guerre mondiale, les élites françaises ne tendirent qu'une oreille distraite aux revendications exprimées alors. Comme souvent la peur fut la première conseillère. Elle arma les mains et actionna les machines de guerre qui s'en prirent aux civils du

Nord-Constantinois en mai et juin 1945. Des Algériens et des Algériennes : c'était leur seul tort. Quinze mille d'entre eux furent tués en moins de deux mois. De cette violence débridée, la mémoire collective et le langage gardent la trace en Algérie : 1945 est « l'année où ils ont crié avant de se taire ».

Dix ans plus tard, le silence n'est plus une option pour une minorité déterminée à en découdre. Des partis politiques qui se sont acharnés à obtenir de la France une vraie égalité entre les habitants d'Algérie ont recueilli les suffrages des Algériens de manière massive. Les élections ont été rapidement truquées pour que le pouvoir demeure aux mains de la minorité liée à la France. Une évidence s'est alors imposée peu à peu aux plus déterminés : non seulement revendiquer l'égalité ne suffisait plus et seule l'indépendance de l'Algérie permettrait au peuple algérien d'être souverain, mais cette indépendance devait être conquise par les armes.

À la répression militaire méthodique qui a visé les régions révoltées des Aurès et de la Kabylie dès fin 1954 s'ajoute, fin août 1955, une violence sauvage : dix mille morts en une dizaine de jours, une fois encore dans le Nord-Constantinois. Un fossé de sang. Un point de non-retour, comme les Français d'Algérie le comprennent lentement. En métropole, en revanche, on est loin d'une telle prise de conscience. L'Algérie reste une terre que peu de métropolitains connaissent. Ils n'en ont qu'une représentation limitée, véhiculée notamment par les manuels scolaires, attribuant à la France un rôle exclusivement positif dans le développement du territoire et la vie de ses habitants. La vision des Algériens est tout autre. Quelle que soit leur situation économique et sociale dans l'Algérie française, ils ne peuvent ignorer ce que la colonisation a fait, depuis des générations, sur leurs terres et leurs vies.

Fin août 1955, ils savent aussi que le changement se paiera au prix fort. Certains restent fidèles au père fondateur du

nationalisme algérien, Messali Hadj, d'autres rejoignent le FLN : ils sont de plus en plus nombreux tandis que l'attentisme devient quasiment impossible pour une population mise en demeure de choisir son camp. Les années de guerre voient les violences se déchaîner sur les civils, toucher la France métropolitaine, s'étendre hors des frontières de l'Algérie. La France y perd un régime parlementaire. La V^e République y est forgée pour le général de Gaulle revenu au pouvoir en sauveur du pays menacé. Le nouveau régime accompagne finalement l'Algérie française vers sa fin, après avoir donné une dernière fois à l'armée les moyens d'étouffer l'ALN (Armée de libération nationale). À partir de 1960, le général de Gaulle réoriente la politique française en Algérie, organise le désengagement progressif de la France et accepte de négocier avec le FLN, qui a mis en place un Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Les plus radicaux de l'Algérie française ne lui pardonnent pas ce qu'ils assimilent à une trahison. Certains passent à la lutte armée au sein de l'Organisation armée secrète (OAS). Après la signature des accords d'Évian le 18 mars 1962, les violences ne cessent pas, attisées par une OAS déchaînée. Les Français d'Algérie, en catastrophe, décident alors de quitter massivement le pays en quelques mois. En Algérie, la sortie de guerre est caractérisée par une épuration politique, des règlements de comptes et une lutte pour le pouvoir. Mais cette sortie de guerre est aussi la fin de la colonisation : en dépit des douloureuses séquelles économiques et sociales de la guerre, c'est une période exaltante où tout est imaginable et où les énergies sont mobilisées pour la construction d'un nouveau monde.

Les récits réunis dans ce livre permettent de revenir sur ces années de violences terribles qui furent aussi des années d'espoirs intenses et de luttes acharnées.

*À la rencontre de vies ordinaires
dans le chaos de la guerre*

Les quinze récits réunis ici appartiennent à l'ensemble bien plus vaste des mémoires individuelles marquées par le passé partagé de la France et de l'Algérie. Des millions de personnes ont fait l'expérience personnelle du basculement d'un monde dans un autre. Elles ont vu l'Algérie française devenir Algérie algérienne, la France coloniale perdre son empire et les deux territoires unis par la conquête militaire et l'occupation avancer dans la construction d'un lien choisi. Depuis soixante ans, cette expérience collective a marqué les sociétés comme les individus. Même pour ceux qui sont nés après 1962, même pour ceux que plusieurs générations séparent du moment de bascule, ses effets peuvent être présents et vifs. L'intensité du passé n'est pas une fonction linéaire du temps. Pas plus que ne s'épuise régulièrement la puissance des chocs historiques. Il est des rejeux qui mettent au jour d'anciennes failles ; il est des chocs qui peinent à se résorber et persistent. Il est aussi des urgences qui imposent, ici et maintenant, de comprendre.

Expériences majeures de la société française au xx^e siècle, expériences fondatrices de la société algérienne, ni la colonisation ni la guerre n'avaient donné lieu à une collecte de témoignages au service de tous. Derrière ce livre, il y a une volonté unique, lancée par ARTE France et orchestrée par l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Il a bien existé, ici ou là, des collectes thématiques : en Algérie dans le cadre de la fondation Mémoire de la *wilaya* 4, ou en France sous la houlette de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, par exemple. Il y a aussi eu des enquêtes de chercheurs et de chercheuses sur tel ou tel sujet. Les témoignages ainsi recueillis ne sont pas toujours déposés dans des centres d'archives où

ils seraient accessibles. Ils ne sont pas toujours conçus pour être transmis. Au contraire, la collecte réalisée par l'INA est d'emblée pensée comme une collecte inclusive et patrimoniale : ouverte à tous les témoins, elle est destinée à être conservée et accessible. Elle est un lieu de partage et un objet à partager. Ce livre en est un exemple. Comme elle, il est choral.

Imaginé en 2018, le projet de collecte intervient dans un contexte démographique particulier. Si Slimane Zeghidour et Dominique Moëbs, les deux benjamins de ce livre, avaient tout juste 1 an quand la guerre a commencé, Simone Aiach et Nelly Forget, les plus âgées, fêtaient leurs 10 ans en 1939. La grande majorité des témoins sont nés entre 1934 et 1944 : assurément l'urgence démographique n'est pas un vain mot. L'épidémie de Covid-19 ne l'a rendu que plus juste. Certaines personnes avaient donné leur accord pour venir témoigner mais ont été empêchées par la maladie ou la mort. Depuis la collecte, plusieurs d'entre elles ont disparu.

En dépit de cette urgence indéniable et de l'intérêt de ce patrimoine, aucun financement ne lui avait jusqu'à présent été consacré ni par la puissance publique, ni par des acteurs privés. Il n'est pas anecdotique de rappeler cette évidence : une telle collecte ne peut se contenter de bonne volonté et de déclaration d'intention. Le budget nécessaire était d'autant plus important que le projet envisageait d'emblée de filmer les témoignages dans un cadre exigeant techniquement. L'INA a pu adosser ce projet ambitieux à une série documentaire produite avec ARTE France, *En guerre(s) pour l'Algérie*. Un peu moins de soixante-dix entretiens ont été filmés, pour l'essentiel en studio, malgré l'arrivée du confinement lié à la crise sanitaire.

Ces modalités techniques et financières ont conditionné très largement le recueil des témoignages. Le confort de tournage, le temps consacré aux entretiens mais aussi aux rencontres

préalables avec les témoins, par exemple, sont autant d'éléments qui peuvent expliquer ce qui frappe à leur lecture : la liberté de parole, la recherche du mot juste, le désir de ne parler que de ce qui fut vécu et ressenti à l'époque. C'est parce qu'ils ont été réalisés dans ce cadre et dans ce but que ces entretiens existent. Il importe de ne pas l'oublier quand on les lit. Les équipes de production et de tournage, en France et en Algérie, ont accompli un travail extraordinaire auprès des témoins. C'est d'abord à elles que ces dizaines de personnes ont accordé leur confiance et grâce à elles que l'ambition a été atteinte. Agathe Gilbergue, en France, et Brahim Djaballah, en Algérie, ont été les premiers visages de ce projet qu'ils ont patiemment expliqué aux personnes démarchées pour témoigner. D'autres ont pris le relais autour des plateaux de tournage puis, après, lors du travail de mise en ligne et de valorisation des entretiens réalisés. Assurément, les témoignages qui sont aujourd'hui accessibles sont le fruit d'une œuvre collective de part et d'autre de la Méditerranée. Ce livre devrait permettre de s'en faire une idée.

Si l'exhaustivité est impossible à atteindre, la diversité est en tout cas au rendez-vous. Les témoins ont été choisis avec le souci de multiplier les types d'expériences, selon les âges et les sexes, les lieux et les activités pendant la guerre. Cinq femmes et dix hommes ont été réunis pour le livre : un déséquilibre qui rappelle à quel point la guerre dans ses aspects militaires est une affaire d'hommes. Ce monde masculin lui-même est divers. Au sein de l'armée française, il peut regrouper notamment des engagés volontaires comme Stive Modica ou de simples appelés comme Robert Deberghes. Mais les différences de statut ne sont qu'un élément : il y aurait aussi les différences de grade ou d'affectation, et d'autres nuances encore. Impossible de tout présenter en un seul volume mais la diversité peut être aperçue. Les combattants des deux armées en présence

sont là : le parachutiste français Roger Saboureau et le maquisard de l'ALN Mouloud Lahreche. Les deux principaux partis nationalistes algériens aussi : Idir Boudjemil, resté fidèle à Messali, et d'autres comme Kamel Ouartsî ou Rachida Miri entrés d'emblée au FLN. Comme elle, d'autres civils ont mis leur vie au service de causes auxquelles ils croyaient, dans une guerre qui dépassait largement le seul terrain militaire. En France, on peut découvrir l'engagement de maître Georges Cochet, avocat des Algériens, ou, en Algérie, celui de Nelly Forget, au service des défavorisés des bidonvilles d'Alger. Cette jeune métropolitaine partage avec Simone Aïach, militante du Parti communiste algérien, d'avoir été confrontée aux troupes de la 10^e division parachutiste en 1957 à Alger. Elles étaient alors de toutes jeunes femmes. D'autres n'étaient qu'adolescents comme Khadidja Belguenbour, qui a connu la guerre dans les maquis de l'Est, ou Messaoud Kafi dans les camps des Aurès puis comme harki plus au sud. La guerre les a fait mûrir et, pour certains, fait basculer dans la violence comme Gérard Rosenzweig qui accepte de tuer pour l'OAS à l'ultime fin de la guerre. Pour d'autres, la guerre les a accompagnés toute leur enfance : leurs huit premières années. Slimane Zeghidour se souvient ainsi essentiellement des années passées dans un camp de regroupement : c'est d'ailleurs là qu'il apprend la fin de la guerre, synonyme d'indépendance. Pour Dominique Moëbs, la fin de la guerre va signifier très vite la fin de l'Algérie française et l'obligation de quitter le quartier d'Alger où elle a tous ses repères de petite fille.

On le voit à l'évocation de ces quelques vies, cette collecte a été attentive au quotidien des gens. Centrée sur la période du conflit armé, elle est loin de se réduire à un recueil de récits militaires. Au contraire, ce conflit est autant un conflit politique qu'une série d'affrontements armés. Il est en outre une guerre coloniale, ancrée dans le temps long de la colo-

nisation, et cette situation coloniale imprègne sans cesse les expériences des témoins.

La question de départ est simple : « Comment avez-vous vécu la période de la guerre ? » La réponse exige de bien identifier de quoi cette expérience fut faite et de s'y tenir, sans y mêler les connaissances acquises depuis ou les réflexions que l'après-coup a pu produire. Pour les témoins, il s'agit de revenir à ces événements plus de soixante ans, parfois près de quatre-vingts ans, après qu'ils se sont déroulés. Tous sont des témoins oculaires ; tous peuvent dire : « J'y étais, j'ai vu » et aussi « j'ai fait, j'ai pensé ». Il s'agit, pour eux, de se déplacer dans le temps. Littéralement, de voyager en pensée jusqu'à une période disparue mais dont les traces sont là, dans leur mémoire. Il faut partir à la recherche non pas de l'empreinte mais du pas, être à l'écoute non pas de l'écho mais du son. Il faut revenir à l'instant vécu. Il faut s'efforcer de voir par-delà les filtres déposés par la vie, les lectures ou les rencontres.

Pour le témoin disposé à confier ce que fut sa vie avant 1962 se construit alors un rapport singulier à l'événement passé. Devenu extérieur à lui, le témoin peut poser des mots dessus et en faire le récit. Mais il doit aussi pouvoir revenir à l'intérieur, se déplacer jusque dans l'événement pour y resourcer ses émotions, y retrouver les possibles et les rêves, les choix et les lois de l'époque, sans anachronisme. Le mouvement est perpétuel au cours du récit. Le présent happe le passé en permanence. Il dicte à la mémoire ses contours et son contenu, soucieux qu'elle ne serve qu'à nourrir l'identité de celui ou de celle qui parle, sans le bousculer, sans la trahir. Toutefois, pour qui a accepté de témoigner pour l'avenir, pour les générations qui viendront, le pacte implicite est celui d'un discours de vérité et d'un effort consenti à aller chercher ce qui dira le plus justement comment furent vécues ces années-là.

La mémoire est comme une voile fragile, qu'une maladresse peut déchirer, un malentendu faire s'effondrer. Au contraire, quand les circonstances sont favorables, la voile peut se gonfler et entraîner avec elle les mots et les images. Sur le plateau de tournage, une fois les lumières réglées et les micros ajustés, une écoute bienveillante et compétente est indispensable¹. C'est elle qui, ultimement, rend possible cet art délicat du recueil de témoignage. Elle offre à la mémoire de bonnes circonstances pour s'épanouir et s'enrichir. Bien mené, l'entretien permet au récit de trouver son rythme de croisière et au témoin de revivre cette époque lointaine. Grâce à cette confiance nouée tout au long de la collecte, les récits ne s'adressent pas seulement à l'interlocuteur du plateau. Tout le dispositif d'entretien est là pour le rappeler aux témoins : leurs récits sont précieux et seront traités avec soin. Ils sont conservés et sont là pour durer. Bientôt, ils témoigneront pour eux.

Témoigner, parce qu'il est temps

Si certains témoins avaient déjà partagé leur expérience oralement, notamment dans un cadre scolaire ou universitaire, ils étaient beaucoup plus rares à avoir publié leurs souvenirs. Pour tous, la sollicitation de l'INA semble être arrivée au bon moment. Quand l'épidémie de Covid-19 s'est abattue sur le monde, l'organisation des tournages est devenue très compliquée et les déplacements entre la France et l'Algérie,

1. Les noms des personnes qui ont mené les entretiens sont indiqués à chaque fois car la forme du témoignage est liée à la relation nouée sur le plateau de tournage. Cette collecte a eu la chance de pouvoir compter sur des intervieweurs et intervieweuses de très grande qualité : Marc André, Hamdi Baala, Walid Bouchebah, Nicolas Bove, Nesrine Dahmoun, Victor Delaporte, Lydia Hadj-Ahmed, Raphaëlle Jaillot, Dorothée Myriam Kellou, Denis Leroux, Julie Maeck, Tramor Quemeneur et Afaf Zekkour.

impossibles. Alors que les personnes vulnérables devaient être protégées avec soin de ces risques mortels apportés par le simple contact humain, aucun témoin n'a renoncé. Après une première série d'entretiens réalisée en France en juin 2019, une seconde a pu avoir lieu à l'été 2020 ainsi que deux campagnes d'entretiens à l'été et à l'automne 2020 en Algérie. La motivation des témoins n'a eu d'égale que celle des équipes réunies. Le recueil des témoignages impliquait tout le monde, de la maquilleuse à la productrice, du chauffeur de taxi au photographe de plateau. Les équipes étaient bien plus jeunes que les témoins : la transmission était en acte ; les témoignages, écoutés avec émotion par tout le monde.

Pourquoi ces femmes et ces hommes acceptent-ils de témoigner malgré les risques pour leur santé, malgré les déplacements et la fatigue inévitables, malgré la certitude que l'entretien réveillerait une mémoire rarement exempte de douleurs ? Certains le disent explicitement : c'est le bon moment. Qu'est-ce que le bon moment pour parler ? Un mélange de raisons intimes et personnelles sans doute mais aussi le sentiment que, peut-être, on sera entendu.

Ces témoignages, en effet, sont sollicités : ils sont nés d'une demande sociale, d'une envie de connaître les points de vue d'habitants ordinaires de France et d'Algérie. Comment était la guerre vue des usines des banlieues parisiennes ? Comment la percevait-on à Bab El-Oued ? Quels espoirs et quelles peurs a-t-elle éveillés dans les petits bourgs coloniaux ? Le projet n'était pas plus compliqué : saisir des vies prises dans le quotidien d'une époque marquée par la guerre. Avec cette collecte, l'occasion était donnée de raconter. On prenait le temps d'écouter des petites gens, ouvriers, écoliers, simples soldats ou bergers. Bien sûr, les raisons précises de telle ou telle action politique leur avaient échappé. Le plan d'ensemble ne leur était pas accessible. C'est précisément ce qui était sou-

haité : une guerre vue d'en bas, une guerre au plus près des chairs et des êtres. Les enjeux n'y étaient ni diplomatiques ni stratégiques. Pour ces hommes et ces femmes, il s'agissait bien plus de survie et de visions d'avenir, imaginées dans une chambre d'enfant, un camp de regroupement ou une section militaire.

En 2019, la collecte révèle qu'un nouveau contexte est là : les témoins sont disposés à raconter leur expérience de la guerre. Il est temps de parler. « Il y a vingt ans, il y a certaines choses que je n'aurais pas pu dire », dit l'un d'entre eux. Probablement n'est-il pas le seul. La situation en Algérie, depuis le déclenchement du *hirak*, donne lieu à une explosion de paroles. Une grande majorité d'Algériens exprime, obstinément, son désir pacifique de liberté et son refus du régime. Très largement bâti sur un récit, en partie mythique, d'une lutte de libération nationale incarnée exclusivement par le FLN, le régime cède et, sous la pression de la rue, l'espoir revient. Si toutes les générations sont dans la rue, la jeunesse du pays incarne évidemment cette soif de renouveau. Lui transmettre un récit plus juste de la période de la colonisation et de la lutte pour l'indépendance est une motivation évidente chez certains témoins.

Khadidja Belguenbour est sortie marcher pendant le *hirak*. Au moment où elle enregistre son entretien, en octobre 2020, celle qui fut agente de liaison du maquis dès ses 14 ans évoque sa déception, déjà, mais elle ne renonce pas : « Tout mon espoir est sur vous, il ne faut pas prendre des bateaux et se faire manger par les poissons. » À la jeune femme qui l'interroge, l'ancienne maquisarde précise : « Je vous demande de vous unir comme on était unis nous, je vous demande de ne pas être matériels, je vous demande de ne pas être malheureux, je vous demande d'être des hommes. Je sais qu'il y a des hommes parmi vous. Mais ne restez pas comme ça dispersés, ne laissez

pas les gens vous manipuler. » Dans la foulée de son témoignage de maquisard de la première heure, Mouloud Lahreche veut, lui aussi, donner un conseil aux jeunes qui sont autour de lui sur le plateau et, au-delà, à ceux qui l'écouteront : « Vous êtes la colonne vertébrale du pays. Prenez soin du pays, voyez ce qu'ont fait les *chouhada*, les martyrs, car le jour du jugement dernier on sera tous jugés, on se rencontrera et on sera jugés. Nous avons rempli notre devoir et nous avons atteint notre but. »

En France, le contexte aussi est favorable : posées par les petits-enfants plus souvent que par les enfants, les questions sont là. Prenant conscience des fils coloniaux qui composent aussi le tissu social de leur pays, les Français sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur ce qu'a pu signifier l'empire. Depuis près de deux siècles désormais, l'Algérie occupe une place de choix dans l'imaginaire français. C'est toujours le cas. Comprendre de quoi fut faite l'Algérie française permet d'éclairer certains des fonctionnements profonds de la France contemporaine. C'est pour défendre cette Algérie que fut menée la dernière guerre coloniale. Revenir à cette histoire n'est pas seulement une nécessité politique pour les relations franco-algériennes, elle est une nécessité ressentie intimement par des millions de Français, qu'ils soient ou non reliés à ce passé par une histoire familiale. Des questions sont posées parfois dans l'entourage ; elles ne peuvent pas toujours l'être. Des témoins sont interrogés parfois par leurs proches ; ils ne peuvent pas toujours répondre. S'ils souhaitent parler, l'écoute n'est pas nécessairement au rendez-vous. Les rythmes familiaux ne sont pas simples à accorder. Donner son témoignage à l'INA, c'est aussi lui permettre d'exister.

« Bientôt, les pieds-noirs, il n'y en aura plus. Il y aura les enfants et les petits-enfants, les arrière-petits-enfants. C'est tout. C'est pour ça que notre parole, elle est impor-

Table

Introduction	7
Mouloud Lahreche. – Sur les pas d'un maquisard de la <i>wilaya</i> 2.....	31
Simone Aïach. – Pour une Algérie plurielle.....	53
Kamel Ouartsî. – Officier de l'armée des frontières	75
Rachida Miri. – Du lycée d'Oujda aux rangs de la <i>wilaya</i> 5.....	105
Khadidja Belguenbour. – Infirmière au maquis	123
Nelly Forget. – Une métropolitaine aux côtés des plus démunis des Algérois	153
Robert Deberghes. – Appelé et infirmier dans les Aurès.....	179
Georges Cochet. – Un avocat au service de tous	209
Roger Saboureau. – L'Algérie française au cœur.....	229
Messaoud Kafi. – Harki : les voies de l'engagement.....	259

EN GUERRE(S) POUR L'ALGÉRIE

Stive Modica. – Un parachutiste dans les violences de la guerre	285
Idir Boudjemil. – Pour Messali, jusqu'au bout.....	313
Slimane Zeghidour. – Le petit garçon du camp de regroupement d'Erraguène	339
Gérard Rosenzweig. – L'OAS à 18 ans.....	367
Dominique Moëbs. – La fillette du quartier de la cathédrale d'Alger	395
Chronologie	409
Carte de l'Algérie en 1960.....	415
Glossaire	417